

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 32ter de la Partie I

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre - Suppléant

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir à ses institutions et exercer ces compétences en appliquant les dispositions pertinentes de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles I à P de la Constitution.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. **Elles peuvent être établies lorsque les objectifs poursuivis ne peuvent être atteints par l'Union dans son ensemble. Elles sont instaurées conformément à l'article M de la Constitution.** Elles sont ouvertes à tous les États membres lors de leur instauration, ainsi qu'à tout moment, conformément à l'article L de la Constitution.

~~2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'elle réunisse au minimum un tiers des États membres. Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article M de la Constitution.~~

3. Seuls les représentants des États membres participant à une coopération renforcée prennent part à l'adoption des actes au sein du Conseil. Toutefois, tous les États membres peuvent participer aux délibérations du Conseil.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls États participants. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des États membres participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces États. **Lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission, la majorité qualifiée se définit comme réunissant les voix de deux tiers des États membres participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces**

Etats.

Les Etats membres participants peuvent, à l'unanimité, décider que la majorité qualifiée s'applique dans le cadre de la coopération renforcée même si les dispositions pertinentes de la Constitution prévoient que le Conseil statue à l'unanimité.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les États membres y participant **et ne sont, le cas échéant directement applicable que dans ces Etats**

Ils ne sont pas considérés comme un acquis qui doit être accepté par les candidats à l'adhésion à l'Union.

Explication éventuelle :

La proposition d'amendement vise à supprimer la condition d'un seuil minimal d'Etats membres participants. Ce seuil qui ne peut être fixé que de manière artificielle constitue en effet largement un faux problème. Une coopération renforcée ne peut en effet être mise en œuvre que si le Conseil et le Parlement ne s'y opposent pas. La Commission, en tant que gardienne des Traités et de l'intérêt commun, assure aussi, sauf dans les domaines PESC, un rôle central dans son établissement. Il existe dès lors suffisamment de moyens de procédure pour éviter que des coopérations renforcées ne se développent dans le cadre du Conseil sans réunir une masse critique suffisante. Cette masse critique peut en outre varier selon les domaines d'action envisagés.